

## 2 ÉTUDE

Afrique sub-saharienne : touchée mais pas coulée

2  
Un cap sur la croissance difficile à tenir

8  
La consommation des ménages : toutes voiles dehors ?

# PANORAMA

JUIN 2016

## Afrique sub-saharienne : touchée mais pas coulée

LES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES DE COFACE

Par les économistes du Groupe Coface



**F**aiblesse de la croissance mondiale caractérisée notamment par la perte de vitesse de la Chine, choc sur les prix des matières premières...

L'Afrique sub-saharienne n'est pas épargnée dans la tourmente mondiale et cherche à tenir le cap de la croissance contre vents et marées. Les producteurs de matières premières sont les plus concernés. La capacité d'adaptation à ces chocs est cruciale pour que ces pays puissent poursuivre leur route, d'autant plus que les conditions de financement se sont nettement détériorées. Certains ont pris des décisions rapides, des ajustements ont pu être opérés via un *policy-mix* plus restrictif, mais d'autres ont eu plus de difficultés à reconnaître l'insoutenable de leurs politiques économiques. Le Nigéria par exemple, après avoir vainement tenté de résister aux pressions baissières sur sa monnaie, a décidé d'adopter depuis le 20 juin un régime de change plus flexible.

Mais aujourd'hui cette terre d'avenir qu'est l'Afrique sub-saharienne a-t-elle

toujours le vent en poupe ? Est-ce que ces chocs conjoncturels devraient continuer à entraver la trajectoire de ces économies et peuvent être de nature à leur ôter tout potentiel de croissance ?

Ces vents défavorables devraient en effet persister à court terme, malgré la relative stabilisation du prix des matières premières constatée depuis le début de l'année. Bien que la trajectoire du « continent d'avenir » soit entravée, et sans nier l'existence de faiblesses (infrastructures, gouvernance, stabilité politique...), le paquebot Afrique sub-saharienne est loin d'avoir fait naufrage. Même les pays les plus fragilisés ces dernières années disposent d'atouts structurels. Ils pourraient avoir le vent en poupe à moyen terme, offrant ainsi des perspectives attrayantes pour les entreprises à la recherche d'opportunités, prêtes à larguer les amarres et tenter l'aventure.

En particulier le potentiel de consommation privée, qui s'inscrit sur fond de croissance démographique, apparaît très encourageant au Nigéria, en Angola, au

Ghana et en Afrique du Sud. Il offre ainsi de réelles possibilités de navigation aux entreprises, notamment dans les secteurs du commerce de détail, et ce même si la diversification des produits et la montée en gamme pourraient être assez lentes. La multiplication des centres commerciaux, construits par des groupes africains mais aussi étrangers, témoigne d'ailleurs de la confiance des investisseurs. En outre, le secteur des Technologies de l'information et de la communication (TIC), en plein développement, ouvre des horizons prometteurs dans ces mêmes pays. Les réseaux de téléphonie se multiplient, les taux d'équipement en téléphone portable, en augmentation mais encore faibles, laissent entrevoir une forte marge de progression. Le marché africain de TIC est d'autant plus attrayant que de nombreux services sont offerts via les mobiles (financiers, commerciaux, agricoles...), offrant ainsi à des habitants de régions rurales l'opportunité d'avoir accès à nombre de services dont ils seront autrement privés. Une Afrique sub-saharienne touchée donc... mais pas coulée !

RETROUVEZ TOUS LES AUTRES PANORAMAS DU GROUPE

<http://www.coface.fr/Actualites-Publications/Publications>

**coface**  
FOR SAFER TRADE

## ETUDE

Juin 2016

AFRIQUE SUB-SAHARIENNE :  
TOUCHÉE MAIS PAS COULÉE

**Marie ALBERT**  
Economiste,  
responsable  
risque pays



**Anne-Sophie FEVRE**  
Economiste

## 1

## UN CAP SUR LA CROISSANCE DIFFICILE À TENIR

### 1 - Baisse du prix des matières premières et ralentissement chinois : des vents défavorables

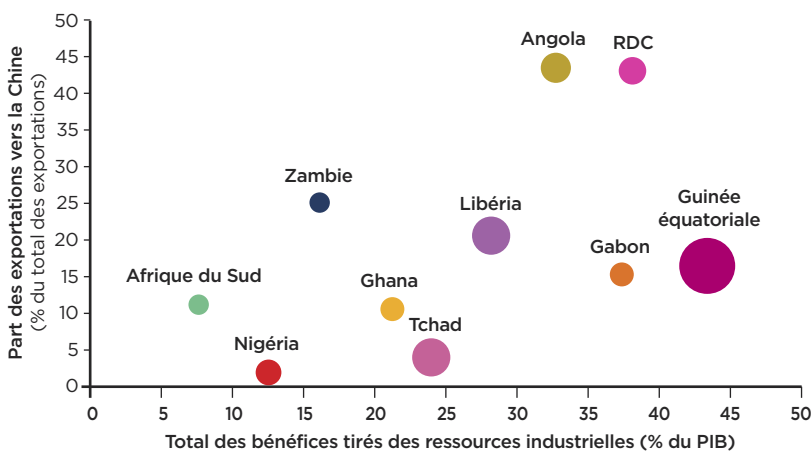
Depuis la crise financière de 2008, la croissance n'a jamais été aussi faible en Afrique subsaharienne (ASS). Elle a atteint 3,4 % en 2015 selon le FMI contre 4,0 % en 2009, et il faut remonter à 1999 pour trouver un taux inférieur à 2,8 %. Cette année le ralentissement de l'activité devrait se poursuivre (3,0 % selon le FMI, 2,6 % selon Coface). Alors que le prix des matières premières a chuté de 45 % depuis deux ans, le prix du pétrole<sup>(1)</sup> a, quant à lui, baissé de presque

60 % pour atteindre autour de 50 USD mi-juin. Les pays exportateurs de matières premières et en particulier de pétrole figurent ainsi comme les plus touchés par ce choc : en 2015 la croissance dans ces pays a atteint en moyenne seulement 2,6 % en ASS contre 4 % pour les pays importateurs, et devrait atteindre 2,2 % en 2016 selon le FMI (contre 3,6 %). Pour certains pays, c'est la double peine. A la chute du prix des matières premières s'ajoute le ralentissement de l'activité en Chine depuis 2010, alors que de nombreux pays exportent des volumes de matières premières considérables vers ce pays.

Ainsi, en sélectionnant les économies parmi lesquelles l'activité devrait le plus ralentir entre 2013 et 2016, nous retenons 10 pays (cf. graphique n°1), dont des exportateurs de pétrole (Angola, Nigéria, Guinée équatoriale, République Démocratique du Congo -RDC-, Tchad, Gabon) et des exportateurs d'autres matières premières (Afrique du Sud, Libéria, Ghana, Zambie)<sup>(2)</sup>. Certains pays à l'image de l'Angola ou de la RDC, dont la croissance accuserait une baisse de respectivement 4,8 et 3,5 pts sur la période considérée, sont clairement caractérisés par une forte dépendance vis-à-vis de la Chine, avec une part des exportations destinées à ce pays dépassant 40 % du total des exportations, ainsi que vis-à-vis des bénéfices tirés des ressources naturelles avec une part des bénéfices tirés des ressources naturelles comprise entre 30 et 40 %. Bien évidemment à ces chocs communs s'ajoutent des facteurs domestiques qui expliquent le ralentissement de l'activité, à l'image des goulots d'étranglement en Afrique du Sud (pénuries d'électricité), l'impact d'El Niño ou encore des problèmes de gouvernance, avec par exemple de fortes tensions sécuritaires au Nigéria.

Graphique n° 1

Baisse de la croissance : dépendance envers les matières premières et la Chine



Taille de la bulle = perte de croissance entre 2013 et 2016 (pts de PIB)

Sources : FMI, Banque mondiale, Coface

(1) Source FMI, moyenne des trois prix spot (Brent, WTI, Dubaï).

(2) Certains pays ont été exclus de l'échantillon en raison du manque de pertinence ou de disponibilité/fiabilité des données pour la suite de l'étude, à l'image de l'Ethiopie (baisse de la croissance en 2016 prévue en raison de l'impact négatif d'El Niño), la Sierra Leone (Ebola et problèmes de données) etc.

**Dans ce contexte détérioré, le risque externe a considérablement augmenté dans ces économies.**

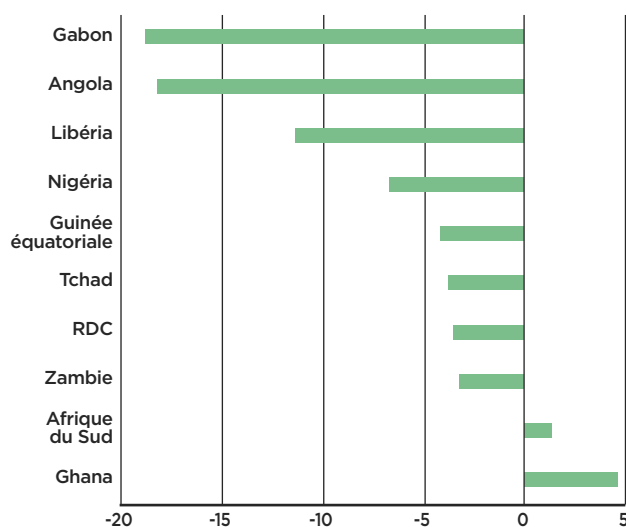
Les balances courantes se sont dégradées sous l'effet de la baisse des recettes tirées des exportations de matières premières (cf. graphique n°2) et les chocs négatifs sur les termes de l'échange ont été particulièrement importants. Le Gabon, l'Angola ou encore le Libéria devraient ainsi voir leur solde courant afficher au final une chute comprise entre 10 et 20 pts de PIB entre 2013 et 2016. Ce phénomène a été accompagné d'une forte pression à la baisse sur le taux de change face au dollar, qui a elle-même provoqué une nette hausse des tensions inflationnistes (cf. graphique n°3). L'Angola, le Ghana, l'Afrique du Sud, le Nigéria ou la Zambie ont dû faire face à une dépréciation massive de leur taux de change vis-à-vis du dollar et ce phénomène ne devrait pas être corrigé cette année (cette dépréciation atteindrait entre 30 et 52 % entre 2013 et 2016 selon BMI) et ces pays devraient subir la plus forte progression du niveau des prix à la consommation (entre 4 et 12 pts de pourcentage selon BMI) pour atteindre des niveaux bien supérieurs aux cibles fixées par la Banque centrale. Toutefois depuis le début de l'année, les monnaies et les prix des matières premières se sont globalement stabilisées. Par ailleurs, concernant l'inflation, traditionnellement l'ASS figure comme la zone où la transmission des mouvements des prix du pétrole sur le marché international ne s'opère que très faiblement sur les prix domestiques. En effet, plus de la moitié des pays de l'ASS opèrent de manière discrétionnaire des modifications sur le prix de l'essence tandis que 40 % réalisent ces ajustements en utilisant des formules automatiques (3). Dans certains pays (Angola, Ghana) des distorsions ont toutefois été réduites, car les prix domestiques ont nettement augmenté dans le cadre des réformes impliquant la réduction des subventions énergétiques, ces

pays n'ayant pas d'autre choix pour retrouver un peu de marge budgétaire.

**Face à la dépréciation du taux de change vis-à-vis du dollar, nombre de pays ont tenté de maintenir une certaine parité du taux de change,** mais cette stratégie s'est révélée parfois inutile face à la persistance des pressions baissières liées notamment au manque de remontée du prix des matières premières. La Banque centrale d'Angola a pris des mesures de restriction d'allocation de devises, entraînant un allongement des délais de paiement pour de nombreuses entreprises, et a aussi décidé de dévaluer à deux reprises le kwanza (juin et septembre 2015). Le Nigéria a quant à lui décidé dès mi-2015 d'adopter des mesures de restriction sur une quarantaine de produits afin de stabiliser le taux de change et a assoupli son régime de change le 20 juin car le maintien du taux apparaissait clairement insoutenable, notamment au regard du niveau prévalant sur le marché parallèle (environ 350 nairas pour un dollar début juin 2016, contre 199 nairas pour le taux officiel). Le nouveau taux s'est ainsi établi à 260 nairas pour 1 dollar, après une dépréciation de 30 % le 20 juin. Par ailleurs, des interventions sur le marché des changes ont également eu lieu pour contenir les pressions à la baisse sur le taux de change et atténuer les fuites de capitaux (selon IIF (4) au Nigéria par exemple, les entrées de capitaux sont passées de plus de 32 Mds en 2012 à 17 Mds USD en 2014 et à moins de 7 Mds en 2015). La chute des réserves est particulièrement inquiétante dans les pays disposant de peu de marges de manœuvre comme le Tchad ou la RDC, le FMI estimant que les réserves seraient inférieures à un mois d'importations cette année, soit une situation critique. La chute a également été brutale au Nigéria : selon le FMI les réserves ne représenteraient au final plus que 3,7 mois d'importations contre 6 mois en 2013.

Graphique n° 2

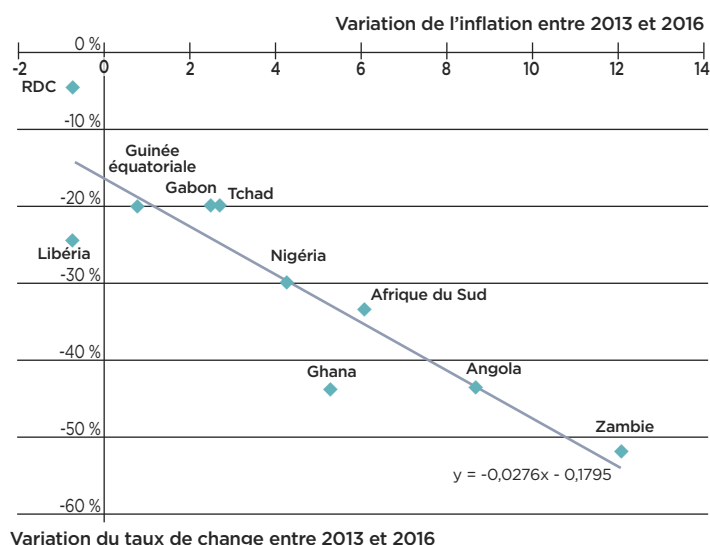
Evolution du solde courant entre 2013 et 2016 (pts de PIB)



Sources : FMI, calculs Coface

Graphique n° 3

Evolution du taux de change face au dollar et de l'inflation entre 2013 et 2016



Sources : BMI, calculs Coface

(3) "Global implications of lower oil prices" Husain, International Institute of Finance, juillet 2015

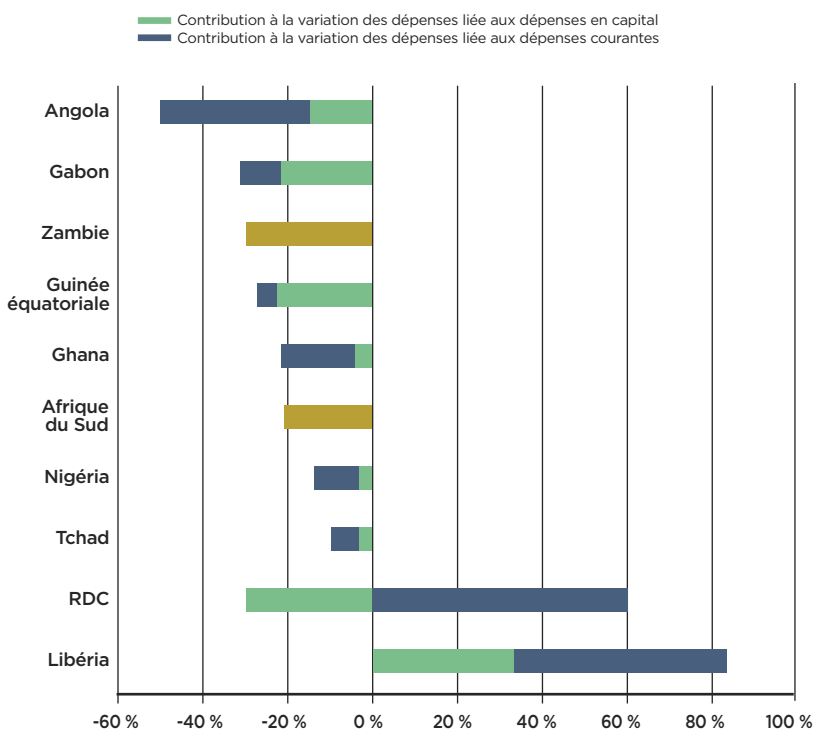
(4) Base de données avril 2016, site IIF

## 2 - Tentative de rester à flot via un *policy mix* globalement restrictif

Les pays dépendants des matières premières ont vu leurs finances publiques se détériorer nettement. Pour de nombreux pays la part des recettes pétrolières dépasse largement 50 % du total des recettes (Guinée équatoriale, Angola, RDC, Nigéria). En outre le prix du baril permettant d'équilibrer le budget est bien supérieur au prix du pétrole prévalant sur le marché spot ; il avoisine par exemple 88 USD pour le Nigéria<sup>(5)</sup>. La plupart des pays ont d'ailleurs dû faire face à un déficit public qui a explosé, en particulier, la Guinée équatoriale, le Tchad, le Gabon et l'Angola. Cela a conduit notamment Moody's à dégrader en avril dernier la note souveraine du Nigéria de Ba3 à B1 avec perspective stable, la Zambie en B3 avec perspective négative ou encore l'Angola à Ba1 avec perspective négative. Dans ce contexte, trouver de nouveaux financements s'avère ardu pour ces pays : la hausse des coûts de financement est préoccupante (surtout au Ghana, Gabon et Nigéria) et retarde la décision des gouvernements de retourner sur le marché des capitaux à ces coûts prohibitifs.

La plupart des pays réduisent leurs dépenses afin de tenter de maîtriser la dégradation de leurs finances publiques (cf. graphique n°4). Par exemple en Angola, le repli des dépenses publiques, qui a atteint 28 % entre 2013 et 2015 devrait au final s'établir autour de 50 % entre 2013 et 2016 selon BMI. Quant à la Zambie, la RDC, la Guinée équatoriale ou encore le Gabon, cette diminution devrait avoisiner 30 % en trois ans. Ces pays ont à la fois pris des mesures pour diminuer leurs dépenses de fonctionnement et leurs dépenses en capital. La Guinée équatoriale ou le Gabon ont préféré abaisser principalement leurs dépenses en capital tandis que l'Angola, le Tchad ou encore le Ghana ont opté pour une réduction relativement plus importante de leurs dépenses courantes. Les pays ont dû en effet réajuster considérablement leur projet de loi de finances. Par exemple le Nigéria a désormais basé son projet de budget 2016 sur l'hypothèse d'un prix du baril à 38 USD (le prix du pétrole a atteint un point bas mi-février de deçà de 30 USD mais l'hypothèse de 38 USD apparaît désormais conservatrice), et a annoncé en avril 2016 une réduction des subventions, provoquant une hausse de 67 % des prix des carburants. Néanmoins le pays vient également d'annoncer en mai un cap plus expansionniste, avec une injection chaque trimestre de 1,7 Mds USD dans l'économie (soit un peu moins de 2 % du PIB), probablement destinés à financer les besoins en infrastructures<sup>(6)</sup>. A l'inverse, l'Angola a bâti son budget sur un prix du pétrole de 45 USD. Ce pays a d'ailleurs emprunté 6 Mds à la Chine pour financer une large gamme de projets (éducation, santé, eau, routes). Le pays a demandé en avril dernier l'aide financière au FMI en avril dernier et a annoncé le 14 juin son accord de principe pour l'octroi d'un nouveau prêt dont le montant pourrait atteindre jusqu'à 4,5 milliards de dollars. La RDC a adopté, à l'inverse, une politique plutôt expansionniste, mais cela s'explique notamment par la hausse des dépenses exceptionnelles (de sécurité essentiellement), alors que les recettes n'ont crû que marginalement et que le montant des dons a diminué. En outre l'augmentation des dépenses électorales risque de s'opérer au détriment des dépenses sociales et d'infrastructures prioritaires. Concernant le Libéria, le pays est aidé par certains gouvernements (Etats-Unis, Chine) compte tenu des recettes budgétaires fortement amputées par la faible croissance liée au virus Ebola et à la baisse du prix des matières premières, mais les dépenses pourraient être au final moins importantes qu'anticipé : la présidente a annoncé une coupe dans les dépenses de 11 % dans le budget de l'année en cours, notamment en réduisant les projets d'investissements publics.

Graphique n° 4  
Baisse des dépenses publiques entre 2013 et 2016



Sources : BMI, (détails non fournis pour Afrique du Sud et Zambie), nationales, calculs Coface

(5) "The U.S. Oil Supply Revolution and the Global Economy", FMI, décembre 2015

(6) La projection de réduction de dépenses présentée dans le graphique 5 selon BMI pourrait donc être moins importante qu'anticipé.

Par ailleurs dans ce contexte dégradé des inquiétudes sur la soutenabilité des finances publiques émergent à nouveau. Alors que l'endettement public semblait être un sujet moins préoccupant ces dernières années au vu des résultats de l'initiative PPTTE (Pays pauvres très endettés) qui touche à son terme, un regain d'inquiétudes se fait sentir eu égard à la forte progression de la dette publique observée récemment, qui pourrait créer des doutes sur la soutenabilité de la dette pour ces pays<sup>(7)</sup>.

**En outre, de nombreux pays ayant fait face à une forte dépréciation du change et la montée des tensions inflationnistes ont ainsi dû resserrer leur politique monétaire** (cf. graphique n°5). L'Angola ou encore le Ghana ont remonté de manière massive leur taux directeur depuis 2013, de respectivement 4,8 et 10 pts pour atteindre des sommets (14 % pour l'Angola, 26 % pour le Ghana). A l'inverse, les pays de la zone franc (le Tchad, le Gabon ou la Guinée équatoriale), dont le taux de change a baissé de 20 % entre 2013 et 2016 face au dollar -soit une dépréciation relativement moins importante que d'autres de leurs voisins- ont préféré assouplir leur politique monétaire en donnant la priorité à la préservation de leur croissance (ou du moins tenter de limiter les pertes), les taux directeur ayant légèrement diminué pour s'établir à 2,45 % aujourd'hui (taux fixé par la BEAC pour tous les pays de la CEMAC).

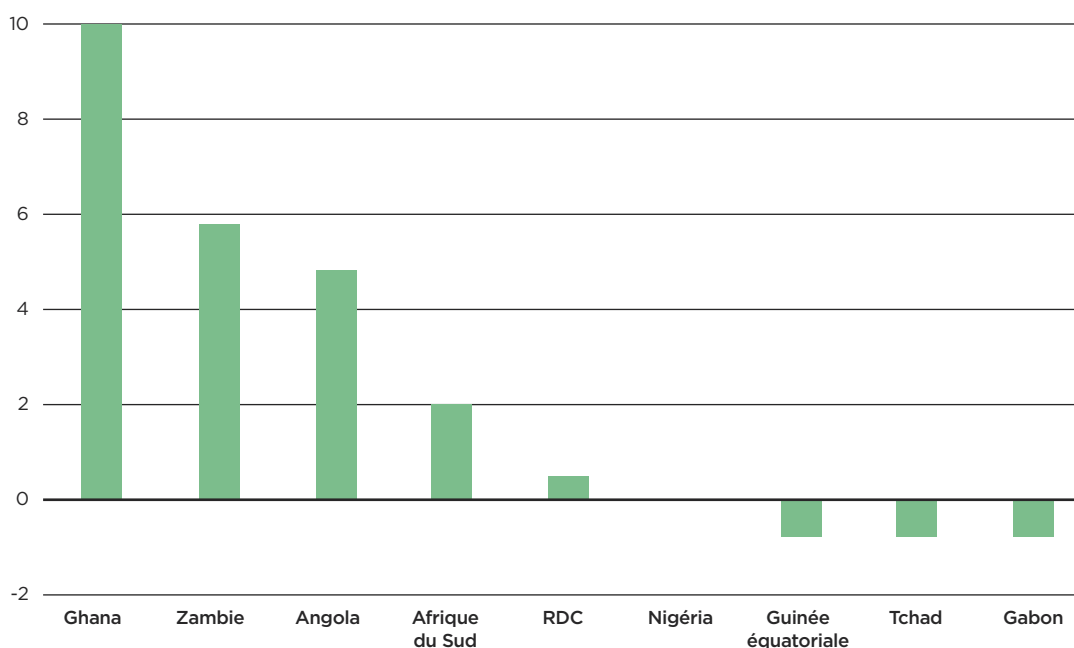
### 3 - Un coup de barre passager ?

**Aujourd'hui ces chocs de baisse du prix des matières premières et de ralentissement de l'activité chinoise n'apparaissent désormais plus seulement comme des chocs conjoncturels mais comme des chocs structurels au vu de leur persistance, et affectent négativement et de manière durable l'activité des pays exportateurs de matières premières en ASS.**

Concernant la chute du prix des matières premières, celle-ci aurait diminué les termes de l'échange en 2016 de l'ordre de 16 % pour les pays exportateurs selon la Banque mondiale<sup>(8)</sup>. L'institution chiffre l'impact de ce choc de l'ordre de 0,5 pt sur la croissance de l'ASS comparé au scénario de référence, et l'affaiblissement des soldes courants et publics de respectivement 4 et 2 pts comparé aux projections initiales. Or, la remontée des prix des matières premières ne s'annonce que graduelle et le niveau bas de ce prix devrait continuer ainsi à pénaliser l'activité de manière durable<sup>(9)</sup>. Le cas de l'Angola est marquant, le prix du baril joue un rôle clé dans l'évolution de l'activité et sa croissance ne devrait atteindre qu'autour de 2,2 % cette année (cf. encadré page 6). En outre, ce ne sont pas uniquement les activités liées aux matières premières qui sont touchées mais également l'activité hors matières premières qui dépend souvent de la bonne santé du secteur exposé.

Graphique n° 5

Variation du taux directeur depuis 2013 (points de %)



Sources : BMI, Banques centrales nationales, calculs Coface

(7) Trésor Eco n° 164, « L'Afrique aura-t-elle besoin d'une nouvelle initiative « Pays Pauvres Très Endettés ? », mars 2016

(8) "Africa's pulse", Banque mondiale, Avril 2016

(9) Selon Coface le prix du baril ne devrait atteindre que 52 USD en moyenne en 2017 (contre 45 USD en 2016)

## Encadré

## Impact du prix du pétrole sur l'activité en Angola

L'Angola est un pays particulièrement affecté par les variations du prix du baril. Le pétrole représente en effet 40 % du PIB, 95 % des exportations et 75 % des recettes publiques. La croissance du pays s'explique principalement par la variation du prix du baril et le rôle prépondérant des exportations pétrolières dans l'activité, mais également par la variation de l'activité mondiale.

Afin d'expliquer ces variations de l'activité nous utilisons deux variables et nous obtenons l'estimation suivante à l'aide d'un modèle de régression linéaire <sup>(10)</sup> :

$$PIB\_total_t = 12,86 + 0,27 Choc_{t-2} + 2,45 Croissance\_mondiale_t + 2,87 Croissance\_mondiale_{t-1} + \epsilon$$

Avec  $PIB\_total_t$  la variation du PIB total angolais en volume à l'année t de référence,  $Choc_{t-2}$  la variation du prix du pétrole multipliée par la part des exportations de pétrole dans le PIB (moyenne sur les trois dernières années) l'année  $t-2$  et  $Croissance\_mondiale_t$  et la variation de l'activité mondiale l'année t.  $\epsilon$  est le résidu de l'estimation.

**A partir de cette régression nous pouvons donc prévoir l'évolution de l'activité en Angola (cf. graphique n°6) en 2016 sous l'hypothèse d'une stabilisation de la croissance mondiale autour de 3 % <sup>(11)</sup> soit environ une croissance de 2,2 % pour cette année, en ligne avec l'estimation Coface.**

Graphique n° 6

Croissance du PIB angolais (% , g-a)



Sources : FMI, calculs Coface

Nous réalisons le même exercice pour comprendre les variations du PIB angolais hors pétrole. En effet, les variations du prix du baril affectent également nettement le secteur non dépendant des hydrocarbures (la variable choc apparaît également significative), et nous obtenons l'estimation suivante :

$$PIB\_hors\_pétrole_t = 0,66 + 0,18 Choc_{t-2} + 2,39 Croissance\_mondiale_{t-1} + \epsilon$$

Note : la qualité des estimations est limitée par la faiblesse du nombre d'observations.

(10) Méthodologie inspirée de « Selected issues » sur le Gabon, FMI, mars 2016.

(11) Pour rappel en 2016 la valeur de la variable de choc en t-2 (valeur de 2014) est déjà connue.

**Par ailleurs le manque de dynamisme anticipé de l'activité en Chine assombrit également les perspectives de croissance en ASS.**

En effet, Coface estime que la croissance chinoise s'établirait à 6,5 % cette année et 6,1 % en 2017, et cette situation devrait aussi contribuer au maintien du prix bas des matières premières. L'investissement en Chine devrait jouer un rôle progressivement moins important dans la croissance et cela n'est pas de bon augure à court terme pour les pays de l'ASS : d'après Drummond et Liu (2013)<sup>(12)</sup> une baisse de croissance de l'investissement domestique de 1 pt en Chine est associée à une perte de 0,6 pt de la croissance des exportations d'ASS, avec un impact plus important pour les pays exportateurs. Or si l'investissement se réduit cette année au même rythme que ces deux dernières années (soit 3,4 % par an), la croissance des exportations de l'ASS devrait alors se réduire de l'ordre de 2 pts. Si l'on prend le cas particulier de l'Afrique du Sud, 1 pt de croissance en moins de la Chine a un impact de 0,37 pt sur la croissance du pays à horizon deux ans selon la Banque mondiale<sup>(13)</sup>. Ainsi en 2016, l'impact du ralentissement chinois sur le pays serait de l'ordre de 0,1 à 0,2 pt de PIB. Néanmoins à court terme le rééquilibrage vers la consommation s'opère de manière lente, et même s'il nuira aux pays producteurs de matières premières en raison d'un investissement moins dynamique, certains pays d'ASS pourraient être capables de tirer leur épingle du jeu en se diversifiant et/ou en s'orientant davantage vers des produits intéressants les consommateurs chinois, à l'image de l'Éthiopie, l'Ouganda ou encore le Kenya<sup>(14)</sup>. En outre, alors que les échanges commerciaux ont explosé depuis plus d'une dizaine d'années, la Chine joue également un rôle clé en termes d'investissements (les IDE ont été multipliés par 6 depuis 2000), notamment dans les ressources naturelles, et d'aide financière. Selon la Banque mondiale, les IDE apportés par la Chine entre 2003 et 2009 ont contribué, par exemple, à hauteur de 2 pts de croissance en

Zambie et 1 pt pour la RDC et le Nigéria. Ce rôle d'investisseur et de prêteur pourrait être remis en cause dans les secteurs liés aux ressources naturelles, mais la logique chinoise s'inscrit dans une stratégie de long terme. Le pays devrait donc rester présent dans de nombreux projets, et pourrait s'orienter vers des secteurs plus porteurs orientés vers la demande intérieure de l'ASS. En décembre 2015, le forum de la coopération sino-africaine à Johannesburg a d'ailleurs été l'occasion pour le président chinois d'annoncer dix plans de coopération afin de promouvoir les projets visant à développer l'industrie, les infrastructures, les services financiers, les facilités d'investissement, la santé publique etc. La Chine pourrait ainsi financer une usine électrique à Abuja, et est impliquée dans le développement du transport ferroviaire. Le pays a également multiplié les accords bilatéraux, notamment en Afrique du Sud, où il a conclu 26 accords pour un montant de 6,2 Mds d'euros, qui concernent le secteur industriel, agricole, les infrastructures ainsi que la coopération économique.

**Ainsi au final à court terme une amélioration significative de la croissance n'est pas à attendre :** la montée de l'inflation (effet réduction des subventions et dépréciation du taux de change) devrait contraindre la demande des ménages. L'investissement devrait également ralentir et une hausse substantielle des IDE apparaît peu probable. Ces derniers ont d'ailleurs baissé de presque 50 % au 1<sup>er</sup> trimestre en glissement annuel au Nigéria. Et surtout les problèmes de financement (coût et accès) devraient perdurer.

**Néanmoins, ces chocs ne devraient pas remettre en cause fondamentalement l'évolution du modèle africain mais uniquement la retarder.** La disparité est forte au sein du continent, mais plusieurs pays font le pari de la diversification et cherchent à améliorer leur compétitivité. En outre, structurellement, le potentiel de consommation du continent reste énorme.

(12) "Africa's rising exposure to China : how large are spillovers through trade?" FMI WP novembre 2013

(13) "Global economic prospects", Banque mondiale, juin 2015

(14) "Évolution du risque pays dans le monde" étude « Afrique subsaharienne : soleil à l'est, temps nuageux au centre », Coface Juin 2015.

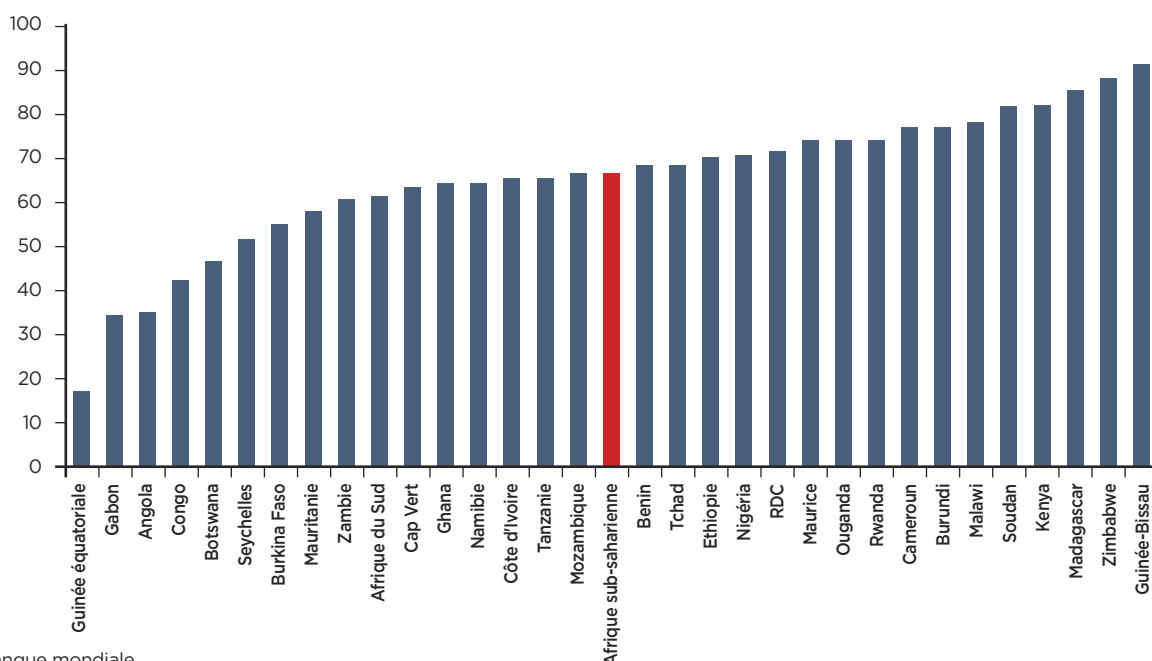
## 2

## LA CONSOMMATION DES MÉNAGES : TOUTES VOILES DEHORS ?

Dans les pays de l'ASS exportateurs de matières premières, la consommation des ménages s'est fortement repliée en 2015, accusant par exemple un recul de plus de 20 % au Nigéria et en Zambie, sous l'effet en particulier de la forte hausse de l'inflation (près de 10 % au Nigéria et plus de 20 % en Zambie).

Néanmoins, le rôle de la consommation reste majeur : en ASS, les dépenses des ménages représentent en moyenne les 2/3 du PIB. Mais cette contribution est plus élevée dans de nombreux pays tels que le Nigéria (71 %), la RDC (71,5 %) ou le Cameroun (77 %). La consommation privée pèse en outre plus de 60 % du PIB en Afrique du Sud, au Ghana et en Côte d'Ivoire.

Graphique n° 7  
Poids des dépenses des ménages dans le PIB (% , 2014)



Source : Banque mondiale

Dans ce contexte, il semble intéressant d'identifier les pays qui disposent d'atouts permettant de prévoir qu'ils représenteront, à moyen terme (d'ici une dizaine d'années), des marchés où la consommation privée sera porteuse, mais aussi quels sont les secteurs qui présentent des potentiels de croissance particulièrement attractifs.

### 1 - La consommation privée capable de mettre les voiles

Plusieurs critères sont pris en compte pour déterminer les pays dans lesquels la consommation des ménages présente les perspectives les plus positives à moyen terme : d'une part des indicateurs de taille des marchés et d'autre part des critères économiques, pour appréhender l'évolution des revenus et des dépenses de consommation des habitants.

Pour chacun des indicateurs, un score est attribué à chaque pays, 100 représentant la meilleure performance pour l'indicateur concerné. Un score moyen est ensuite calculé par pays, pour chaque famille d'indicateurs (démographique et écono-

mique). Enfin les deux scores sont combinés (moyenne), permettant de hiérarchiser les pays, en fonction de leur potentiel, à présenter des opportunités pour des activités en relation avec la consommation privée (horizon 2025).

#### A - La démographie est un atout primordial pour de nombreux pays africains

Trois critères démographiques ont été retenus pour cette étude :

- le nombre d'habitants et les prévisions de croissance de la population entre 2015 et 2025 ;
- le ratio de dépendance, c'est-à-dire le poids relatif des habitants économiquement dépendants (âgés de moins de 15 ans et de plus de 65 ans<sup>(15)</sup>) par rapport à la population en âge de travailler (15-64 ans), ainsi que les prévisions du poids de cette dernière catégorie en 2025 ;
- l'évolution de la population urbaine à l'horizon 2025.

(15) La théorie du cycle de vie selon laquelle la propension moyenne à consommer diminue lorsque le revenu augmente et notamment que la consommation augmente pour les personnes à la retraite, est difficile à appliquer en Afrique.



**Les pays les plus peuplés présentent un intérêt en raison de la taille de leur marché** et l'Afrique dispose d'atouts démographiques indéniables. Selon les prévisions des Nations Unies<sup>(16)</sup>, la population de l'ASS, qui atteignait 962 millions d'habitants en 2015, devrait continuer à augmenter rapidement dans les quinze prochaines années et pourrait dépasser 1,2 milliard d'habitants en 2025.

En 2015, les cinq pays d'ASS les plus peuplés étaient le Nigéria (182,2 millions d'habitants), l'Éthiopie (99,4 millions), la RDC (77,3 millions), l'Afrique du Sud (54,5 millions) et la Tanzanie (53,5 millions). Mais l'Afrique du Sud verra sa population progresser bien moins rapidement au cours des dix prochaines années. En revanche, la population nigériane devrait augmenter de près de 30 % et plusieurs pays devraient enregistrer en 2025 un nombre d'habitants supérieur d'au moins 35 % à celui enregistré en 2015, notamment l'Angola, le Tchad, ou la RDC.

Une vingtaine de pays compteront ainsi plus de 20 millions d'habitants d'ici dix ans (cf. graphique n° 8), le Nigéria étant de loin le pays le plus peuplé avec plus de 230 millions d'habitants en 2025.

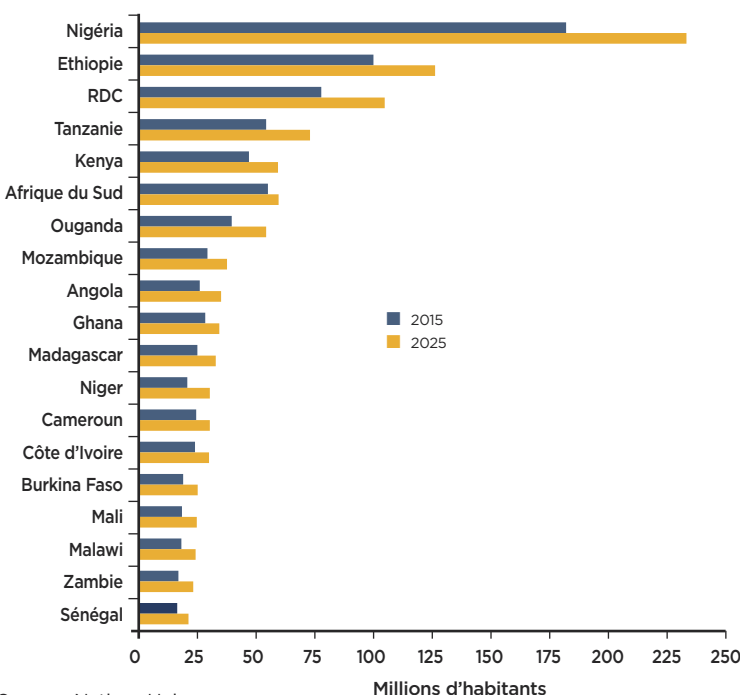
**La structure de la population par âge est un indicateur important** car il permet de distinguer les pays dans lesquels les personnes en âge de travailler, donc de percevoir un revenu et de consommer, sont suffisamment nombreuses pour que le poids financier des personnes éco-

nomiquement dépendantes (enfants et personnes âgées) ne soit pas trop lourd. Le ratio de dépendance permet de mesurer ce poids. En 2015, sur cinquante pays d'ASS, quarante-trois avaient un ratio supérieur à 60 %, ce ratio n'était inférieur à 50 % que sur l'île Maurice. Au cours de la prochaine décennie, il restera particulièrement élevé en Angola (90 %) mais aussi au Tchad, en Tanzanie et en Zambie (supérieur à 85 %).

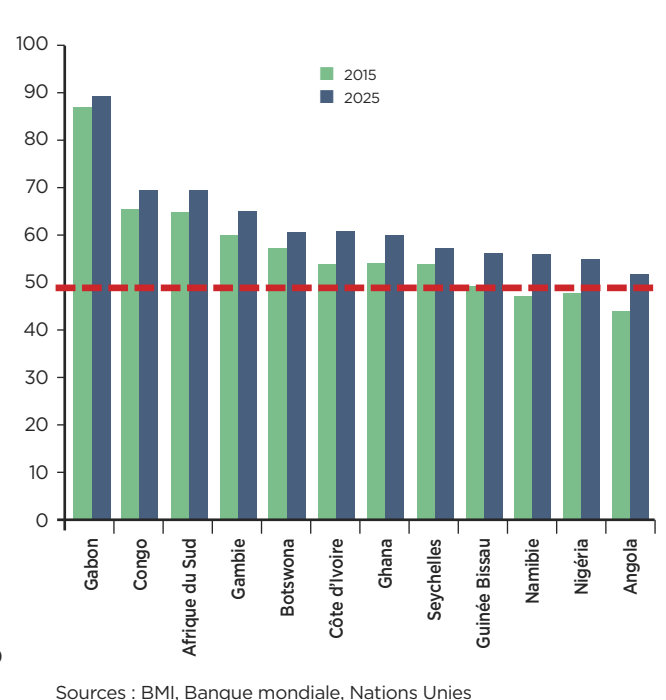
La croissance rapide de la population en âge de travailler est un atout majeur dans de nombreux pays d'Afrique. Selon les Nations Unies, le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans en ASS devrait augmenter de près de 35 % entre 2015 et 2025, soit plus rapidement que l'ensemble de la population africaine (+ 30 % environ). La progression de cette tranche d'âge serait même supérieure à 40 % au Tchad, en Zambie, en Angola ou en RDC. Ainsi, le ratio de dépendance, bien qu'élevé, devrait reculer dans la majorité des pays d'ASS.

**La population urbaine augmente rapidement en Afrique.** Elle dépassera 50 % du total de la population dans une dizaine de pays à l'horizon 2025. Dans les villes, les habitants disposent généralement de revenus plus élevés qu'en zone rurale grâce à des emplois plus nombreux. En outre, les villes bénéficient de meilleures infrastructures, de transport, de distribution d'énergie et d'une offre plus importante de produits qui favorisent la consommation.

**Graphique n° 8**  
Pays dont la population sera supérieure à 20 Mns d'habitants en 2025



**Graphique n° 9**  
Part de la population urbaine (% total)



Source : Nations Unies

Sources : BMI, Banque mondiale, Nations Unies

(16) United Nations (2015). Probabilistic Population Projections based on the World Population Prospects: The 2015 Revision. Population Division, DESA.

Les pays qui obtiennent les scores les plus élevés selon ces trois indicateurs démographiques sont le Nigéria, l'Afrique du Sud et le Gabon (cf. graphique n°10). Figurent également parmi les quinze premiers d'autres exportateurs de pétrole (Congo, Cameroun, Angola) ou de matières premières minérales (RDC notamment).

Hormis les critères démographiques qui détermineront notamment la taille des marchés, les indicateurs économiques doivent également être pris en compte dans la mesure où ils influenceront sur l'évolution des revenus et donc la capacité de consommation des ménages.

#### B - Les critères économiques représentatifs de la capacité de consommation des ménages

##### Trois indicateurs économiques ont été retenus :

- la consommation finale des ménages par habitant (2014, USD constant 2005 ; sources : Banque mondiale et BMI) permettant de mesurer la capacité moyenne de consommation par habitant ;
- la croissance annuelle moyenne du PIB du pays sur la période 2015-2025 (estimée sur base des prévisions établies par le FMI jusqu'en 2021), le rythme de croissance économique étant déterminant pour l'évolution de l'emploi et des revenus des habitants ;

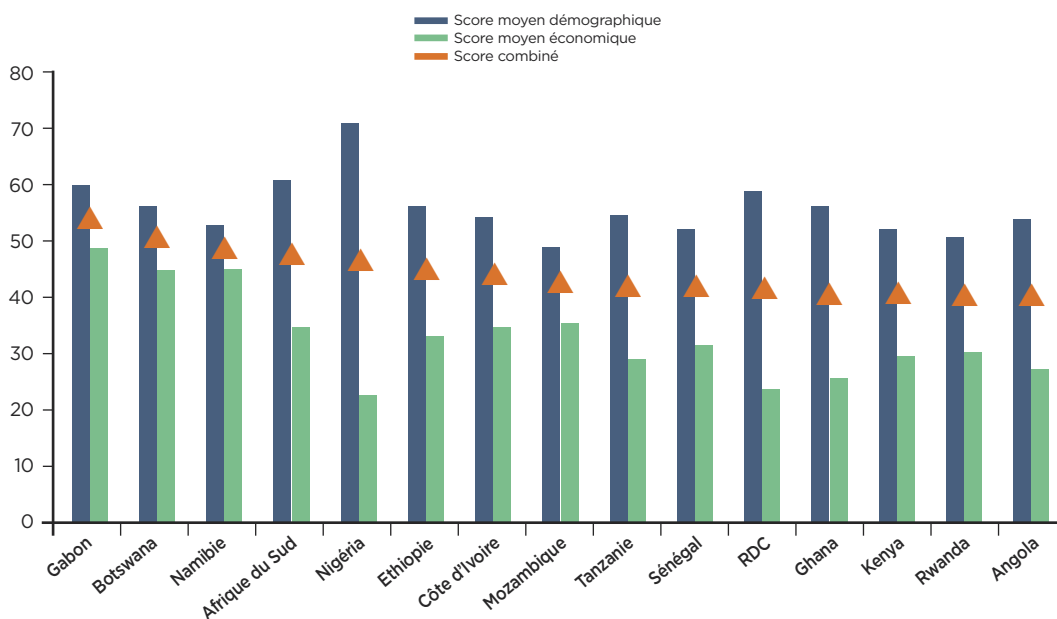
- le niveau du PIB/ habitant prévu à l'horizon 2025<sup>(17)</sup>, indicateur de la richesse du pays prévue à moyen terme.

Parmi les trente premiers pays selon ces critères économiques, cinq sont exportateurs de pétrole (Gabon, Angola, Cameroun, Nigéria, Guinée équatoriale) et douze économies sont dépendantes des exportations de matières premières minérales<sup>(18)</sup> (notamment Botswana, Mozambique, Afrique du Sud, Rwanda, Tanzanie ou RDC).

En combinant les deux scores (démographique et économique), une trentaine de pays sont identifiés comme représentant un potentiel en termes de marché de consommation des ménages. Après retraitement pour éliminer les pays jugés non représentatifs (Seychelles et Maurice par exemple dont la structure économique est atypique) et/ou pour lesquels les données ne sont pas disponibles pour la suite de l'étude (Burundi, Togo, Libéria, Zimbabwe...) et en retenant les économies dont le score combiné démographique/ économique est supérieur ou égal à 40/100, quinze marchés potentiels se distinguent (cf. graphique n°10). Y figurent les principaux exportateurs de pétrole (Gabon, Nigéria, Angola) et plusieurs exportateurs de matières premières minérales (Botswana, Namibie, Afrique du Sud...).

Graphique n° 10

Classement des pays en fonction de leur scores (/100)



Source : calculs Coface

(17) Estimé sur la base des prévisions du FMI pour 2020, en considérant que les ordres de grandeur et la hiérarchie des pays devraient peu évoluer entre 2020 et 2025.

(18) Pays pour lesquels les exportations de minerais et matières premières minérales pèsent pour au moins 30 % du total des exportations

## 2 - Des secteurs qui ont le vent en poupe : le commerce de détail et les Technologies de l'information et de la communication (TIC)

### A - Secteur du commerce de détail

La consommation des ménages est un facteur déterminant pour le secteur du commerce de détail : les pays dans lesquels la demande des ménages sera la plus forte seront aussi ceux qui offriront les plus forts potentiels dans ce domaine.

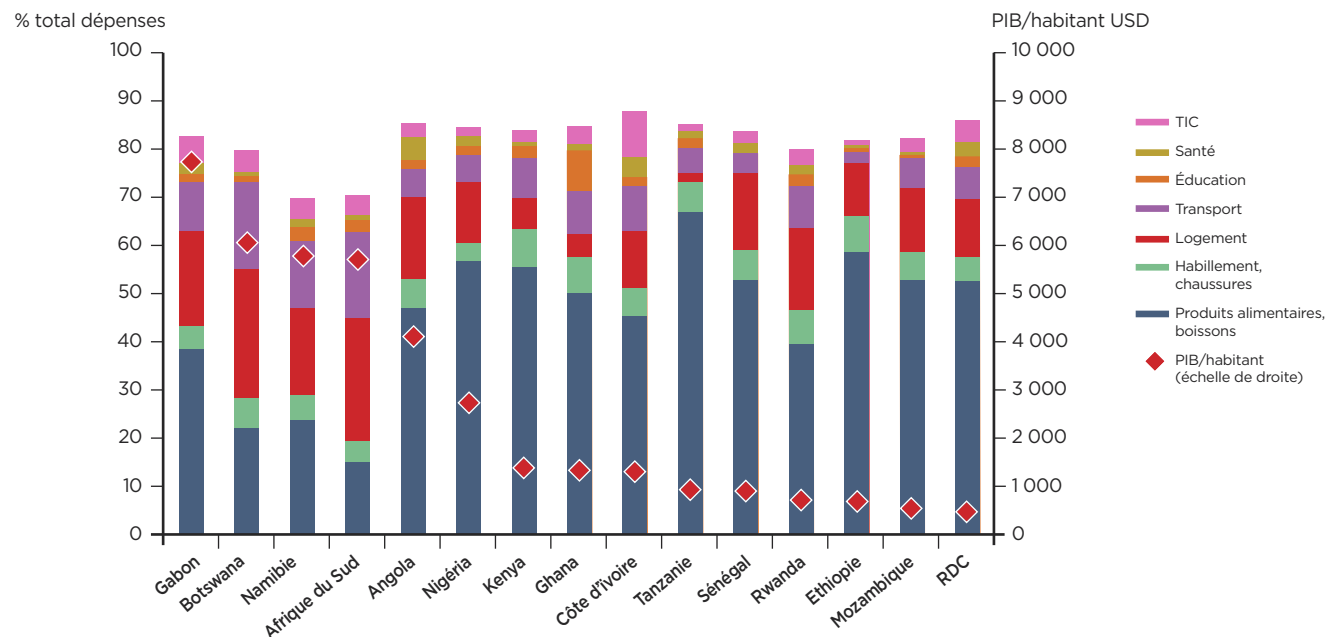
L'analyse de la structure des dépenses des ménages permet de mieux appréhender l'évolution de leur consommation. Une étude de la Banque mondiale<sup>(19)</sup>, relativement ancienne mais qui donne une indication structurelle, montre que le poste « biens alimentaires et boissons non

alcoolisées » est celui qui dépend le plus du niveau de richesse des habitants. La part de ce poste était de l'ordre de 44 % du total des dépenses des ménages en 2010 en ASS, alors qu'elle n'atteignait que 38 % dans la région Asie de l'Est / Pacifique et 27 % en Amérique latine / Caraïbes.

Dans les quinze pays sélectionnés sur la base des critères démographiques et économiques retenus précédemment, les dépenses de consommation sont, globalement, largement dominées par les biens alimentaires (46 %), le logement (14 %) et les transports (9 %). Les données par pays confirment que le poids des dépenses en produits alimentaires est relativement plus élevé pour les pays les moins riches (sur la base d'un critère de PIB/ habitant) (cf. graphique n°11).

Graphique n° 11

Structure par pays des dépenses des ménages et PIB/habitant (2015)



Sources : Banque mondiale, BMI

Compte tenu des prévisions sur l'évolution du PIB/ habitant des pays africains, qui devrait progresser mais demeurer à un niveau relativement faible, il est donc à prévoir que **les dépenses en biens alimentaires et boissons non alcoolisées devraient rester élevées en Afrique**, notamment dans les pays identifiés en première partie en raison de leur potentiel de croissance démographique et économique.

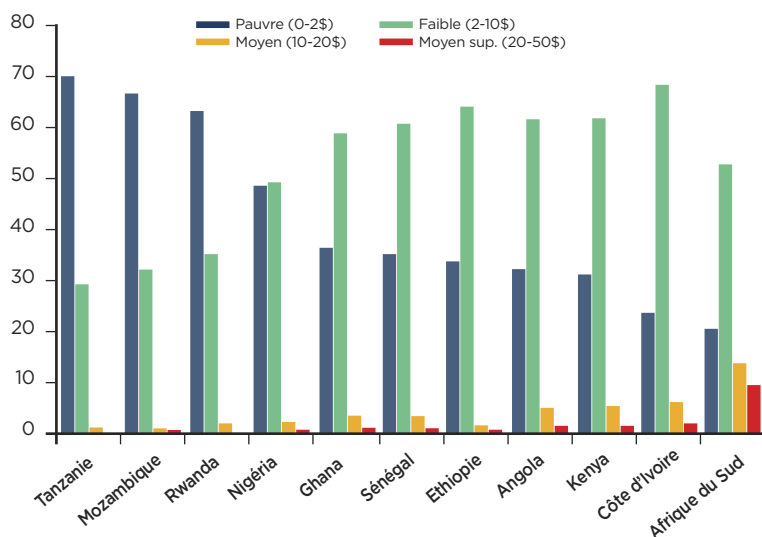
S'agissant de produits à faible marge, pour lesquels la concurrence est forte et donc les prix bas, **la taille des marchés sera essentielle**. A ce titre, les prévisions du nombre d'habitants au Nigéria d'ici dix ans (233 millions selon les Nations Unies) en font un marché incontournable en termes d'activité commerciale et de débouchés.

**Au-delà du nombre de consommateurs, leur capacité à dépenser influera sur le dynamisme de la demande privée** et donc sur celui du secteur du commerce. Or, les revenus sont globalement faibles en ASS, avec une part élevée d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté (fixé à 1,9 \$/ jours par la Banque mondiale). La répartition de la population par tranches de revenus (disponible pour onze pays sur les quinze retenus, cf. graphique n°12) fait apparaître que seule l'Afrique du Sud dispose d'une population dont les revenus sont supérieurs à 10 \$/ jours. Dans la majorité des autres pays, les habitants sont répartis entre seulement deux catégories : ceux qui vivent en dessous du seuil de pauvreté et ceux à faible revenu (2-10 \$/ jour).

(19) Global consumption data- Banque mondiale/ IFC

Graphique n° 12

Répartition de la population par tranches de revenus en % de la pop totale (2011)



Source : Pew research

Plus la proportion d'habitants à faible revenu est élevée et surtout, plus cette catégorie progresse (au détriment des plus pauvres), meilleures sont les perspectives de développement du secteur du commerce de détail.

Il apparaît que la part de la population disposant d'un revenu inférieur à 2\$/jour est tombée à un niveau inférieur à 50 % de la population dans plusieurs pays, notamment au Nigeria, en Angola, mais aussi en Afrique du Sud et au Ghana, qui représentent donc des marchés potentiellement porteurs pour le commerce de détail.

Un rebond de la croissance pourrait intervenir à partir de 2017-2018, dans nombre de pays exportateurs de matières premières, sous l'effet d'une reprise des cours de certains produits d'exportations et/ou d'une plus grande diversification de leur économie. Les revenus des habitants et leur niveau de consommation devraient alors profiter de cette croissance. La hausse des revenus au-delà de la catégorie « faible » pourrait alors permettre, non seulement d'augmenter les volumes consommés, mais aussi de diversifier la gamme de produits vendus, en faveur de biens à plus forte valeur ajoutée.

**Le développement des infrastructures de distribution** est une condition nécessaire pour soutenir le secteur du commerce. C'est sans conteste en Afrique du Sud que le réseau de distribution est le mieux développé. Le pays est classé au 6<sup>ème</sup> rang mondial pour le nombre de centres commerciaux (2 000) et dispose, depuis avril 2016, du plus grand centre commercial du continent africain, « Mall of Africa » (plus de 100 000 m<sup>2</sup> de magasins et de restaurants, 6 500 places de parking). La population urbaine sud-africaine sera l'une des plus élevée de la zone sub-saharienne

(69 % de la population totale selon les estimations de la Banque mondiale), juste après le Gabon (88 %). Peu à peu, les réseaux de magasins se développent dans d'autres pays dont l'urbanisation progresse : au Nigeria (essentiellement à Lagos, Abuja) et en Angola (Luanda), où la population urbaine devrait augmenter de plus de 15 % d'ici 2025, ou au Ghana (Accra) dont la population devrait être à 60 % urbaine dans dix ans.

Certes, la majorité de la population africaine, y compris dans ces pays où les centres commerciaux se sont multipliés, recourt encore à des systèmes de distribution beaucoup plus informels, en particulier les marchés locaux. Mais les modes de consommation vont continuer à évoluer à moyen terme, au moins dans les villes de plus grande taille. L'offre de produits y est plus importante, plus diversifiée, plus régulière et il est plus pratique et rapide de s'y approvisionner. En outre, certains grands complexes, tel que le « Mall of Africa » sud-africain offrent des activités de loisirs, des accès Wi-Fi, etc. L'évolution restera probablement assez lente et concentrée dans les plus grandes agglomérations, ne concernant donc pas l'ensemble de la population dans un premier temps, mais elle semble cependant inéluctable.

#### Enfin, l'accès au crédit favorise la consommation.

A ce titre, 85 % de la population sud-africaine de plus de 15 ans avait emprunté auprès d'une institution financière en 2013, près de 70 % au Ghana et 55 % en Tanzanie. Le réseau de banques commerciales est en effet relativement bien développé dans ces pays (une trentaine d'établissements). La situation est moins favorable en Angola où le recours au crédit est plus limité (moins de 30 % de la population de plus de 15 ans a contracté un emprunt en 2013) et le nombre de banques plus réduit (une vingtaine).

**Au-delà de leur situation conjoncturelle délicate, plusieurs pays producteurs de matières premières qui ont subi la chute des cours, offrent donc structurellement des perspectives de croissance de la demande privée, susceptibles de contribuer au développement de leur secteur de distribution.** D'ailleurs, les projets dans ce domaine demeurent nombreux, témoignant de la confiance des investisseurs sur les potentiels de ces marchés à moyen terme. Les groupes africains sont très actifs sur le continent (les nigériens RMB Westport, Actis, Persianas et Novare, les groupes ivoiriens Prosuma, CDCI) et les investisseurs étrangers sont également très présents. L'enseigne Tati prévoit d'ouvrir des magasins au premier semestre 2017 au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Cameroun. Le groupe franco-japonais CFAO Retail a ouvert un complexe à Abidjan en décembre 2015 et projette l'ouverture de quatre-vingt à cent sites commerciaux dans la zone UEMOA <sup>(20)</sup>, en association avec Carrefour, dans les dix années à venir.

(20) Union Économique et Monétaire Ouest-africaine

Ces perspectives positives ne doivent pas faire oublier qu'il **demeure des freins potentiels à l'évolution du secteur du commerce de détail, notamment :**

- les conséquences de la chute des revenus consécutive au repli des prix des matières premières et aux mesures prises par les gouvernements pour y faire face ;
- le niveau élevé du chômage dans beaucoup de pays du continent ;
- les difficultés d'accès au crédit ;
- l'insuffisance des infrastructures routières, alors que 80 % des biens et 90 % des personnes sont transportées par voie routière sur le continent ;
- les insuffisances en matière d'environnement institutionnel et l'instabilité politique qui risquent de peser sur les investissements étrangers.

**Toutes ces contraintes ne sont pas de nature à remettre en cause la progression du commerce de détail mais pourraient freiner son développement.** En outre, ces entraves pourraient favoriser un mode de consommation qui apparaît plutôt dans les marchés matures, mais semble se développer rapidement sur certains marchés africains : le commerce online. Cette évolution est étroitement liée à l'essor d'un autre secteur très prometteur en Afrique : les Technologies de l'information et de la communication (TIC).

### B - Secteur des Technologies de l'information et de la communication (TIC)

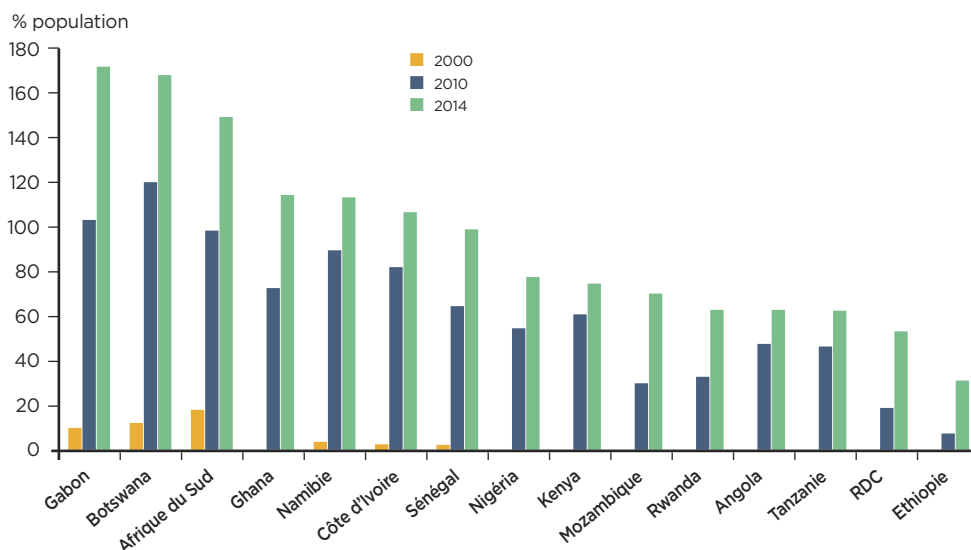
Dans un rapport publié en février 2016 par Pew research <sup>(21)</sup>, **les habitants des pays d'ASS apparaissent globalement moins bien équipés en**

**téléphonie mobile que ceux d'autres pays émergents :** plus de 20 % d'entre eux déclarent n'avoir aucun téléphone mobile, contre 17 % en Amérique latine et 13 % en Asie Pacifique. Si 90 % des personnes interrogées déclarent être équipées d'un mobile en Afrique du Sud et au Nigéria, les taux d'équipement sont plus faibles en Tanzanie (73 %) ou en Ethiopie (moins de 50 %).

**Mais la tendance est clairement positive.** Selon les données publiées dans un rapport récent du GSMA <sup>(22)</sup>, le nombre de personnes disposant d'un abonnement mobile en ASS a progressé de plus de 90 % en seulement cinq ans pour atteindre 386 millions en 2015 (soit un taux de pénétration légèrement supérieur à 40 %) et devrait atteindre 518 millions en 2020 (soit un taux de pénétration de 49 %). Dans les quinze pays identifiés dans cette étude en raison de leur potentiel en matière de consommation, une proportion de plus en plus importante de la population dispose d'un abonnement, voire de plusieurs, aux services de téléphonie mobile (cf. graphique n°13).

**L'offre de services par internet, accessible par téléphone mobile, ne cesse d'ailleurs d'augmenter.** Les services bancaires via mobile ont été lancés au Kenya, où environ 60 % des propriétaires de téléphone mobile déclaraient en 2014 utiliser leur appareil pour transférer de l'argent. La proportion de kenyans de plus de 15 ans détenant un compte mobile (58 %) dépasse ainsi celle possédant un compte auprès d'une institution financière (55 %). Le « mobile banking » est particulièrement développé en Afrique de l'Est mais s'étend rapidement à d'autres régions du continent africain où les opérations via le réseau mobile ne se substituent pas aux canaux traditionnels, mais permettent de donner accès aux opérations bancaires à de nouveaux usagers (cf. graphique n°14).

Graphique n° 13  
Abonnements à des services de téléphonie mobile (% population)



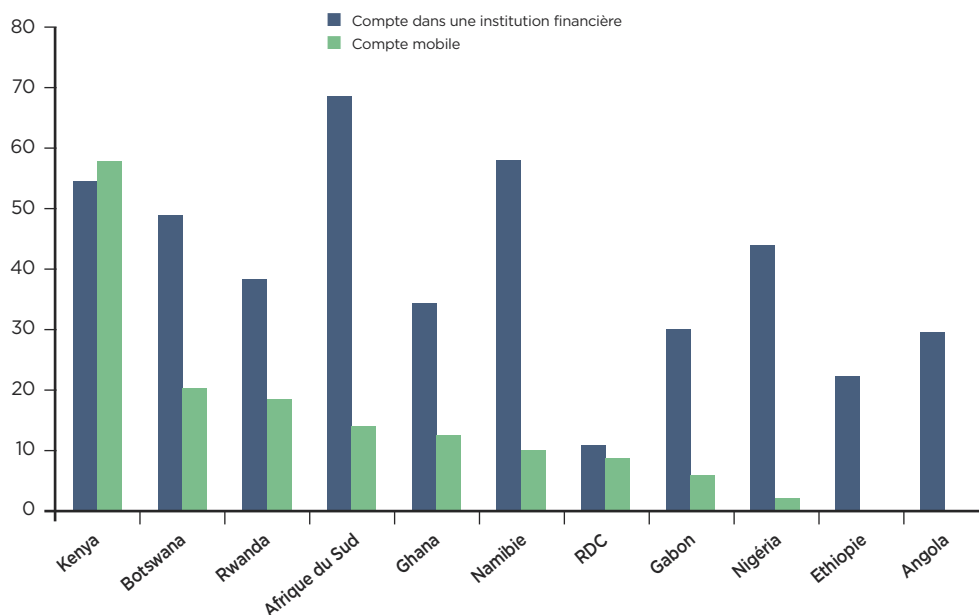
Source : Banque mondiale

(21) "Smartphone Ownership and Internet Usage Continues to Climb in Emerging Economies", "Pew Research Center, février 2016.

(22) "The mobile Economy Sub-Saharan Africa 2015", GSMA, regroupant 800 opérateurs et plus de 250 entreprises mondiales du secteur de la téléphonie mobile.

Graphique n° 14

Comptes mobiles et comptes auprès d'une institution financière (% des plus de 15 ans- 2014)



Sources : Banque mondiale, Inclusion Financière globale

D'autres services online sont également proposés par les opérateurs ainsi que par certaines administrations dans le domaine de la gestion des entreprises, les démarches administratives, l'éducation, la santé et même l'agriculture (afin d'améliorer la gestion des cultures et les transactions agricoles). Enfin, le commerce par Internet se répand peu à peu. Commander par internet est encore réservé à un nombre réduit d'utilisateurs, mais qui est appelé à progresser.

**Les pays exportateurs de matières premières peuvent trouver dans les activités des TIC une source et un outil de diversification** de leur économie et présentent à ce titre un potentiel intéressant dans ce domaine. Ils auront cependant **des défis à relever** pour que la diffusion de ces services se fasse à grande échelle. Ainsi, la couverture reste encore

extrêmement réduite dans les zones rurales. De nombreuses initiatives sont lancées dans ce domaine : la société Africa Mobile Network a, par exemple, équipé le Bénin avec des stations mobiles alimentées par l'énergie solaire et devrait étendre son activité en Angola, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Nigéria... Mais l'extension de la couverture reste lente. Par ailleurs, une meilleure transparence en termes de fiscalité et de réglementation est attendue par les opérateurs, dont le nombre encore réduit en ASS contribue à maintenir des tarifs élevés.

**Comme pour le secteur du commerce de détail, ces obstacles pourraient ralentir le rythme de progression des activités des TIC, mais ne devraient pas remettre pas en cause son essor.**

---

**RESERVE**

Le présent document reflète l'opinion de la direction de la recherche économique de Coface, à la date de sa rédaction et en fonction des informations disponibles ; il pourra être modifié à tout moment. Les informations, analyses et opinions qu'il contient ont été établies sur la base de multiples sources jugées fiables et sérieuses ; toutefois, Coface ne garantit en aucun cas l'exactitude, l'exhaustivité ou la réalité des données contenues dans le présent document. Les informations, analyses et opinions sont communiquées à titre d'information et ne constituent qu'un complément aux renseignements dont le lecteur dispose par ailleurs. Coface n'a aucune obligation de résultat mais une obligation de moyens et n'assumera aucune responsabilité pour les éventuelles pertes subies par le lecteur découlant de l'utilisation des informations, analyses et opinions contenues dans le présent document. Ce document ainsi que les analyses et opinions qui y sont exprimées appartiennent exclusivement à Coface ; le lecteur est autorisé à les consulter ou les reproduire à des fins d'utilisation interne uniquement sous réserve de porter la mention apparente de Coface et de ne pas altérer ou modifier les données. Toute utilisation, extraction, reproduction à des fins d'utilisation publique ou commerciale est interdite sans l'accord préalable de Coface. Le lecteur est invité à se reporter aux mentions légales présentes sur le site de Coface.

---

Photo : © Fotolia - Maquette : Les éditions stratégiques

**COFACE SA**

1, place Costes et Bellonte  
92270 Bois-Colombes  
France  
[www.coface.com](http://www.coface.com)

